



RAPPORT D'ACTIVITÉS AU 31 MARS 2005



Corporation de développement économique communautaire

TABLE DES MATIÈRES

Les sciences de la vie	3
L'habillement	5
La culture	8
Les zones d'emplois	10
Le développement de la main-d'œuvre	14
Le développement des entreprises	21
Le développement de l'économie sociale	28
La concertation	34

Annexes

Résultats financiers

Tableaux des investissements

- Budget d'initiatives locales (BIL)**
- Soutien au travail autonome (STA)**
- Programme Jeunes promoteurs (JP)**
- Fonds en capital de risque (FLI – SOLIDE – FDEM)**
- Fonds d'investissement en économie sociale (FIES)**

Les sciences de la vie

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
<p>Développer un pôle des sciences de la vie, axé sur les technologies de la santé.</p> <p>S'assurer que ce développement s'inscrive en complémentarité avec le volet biotechnologies de la Société de développement Angus, le parc industriel de Saint-Laurent et la Cité des biotechnologies de Laval.</p>	<p>Mettre en place les conditions favorisant l'établissement d'entreprises liées au secteur des technologies de la santé dans l'arrondissement.</p>	<p>Poursuivre et développer l'établissement de partenariats avec les acteurs socioéconomiques locaux, des experts en santé et technologies de la santé, des experts en recherche, commercialisation et investissements, les gouvernements et l'administration municipale.</p> <p>Offrir des services conseils aux entreprises et mettre en place des services spécifiques pour ce secteur.</p> <p>Évaluer les besoins et œuvrer à la mise en place des conditions d'accueil physique favorables à l'implantation des entreprises ciblées.</p> <p>Travailler à l'élaboration d'un outil de financement adapté.</p>
<p>RÉSULTATS AU 31 MARS 2005</p>	<p>La CDEC a suivi de près les travaux de la Commission d'analyse des projets d'implantation CHUM/CUSM après y avoir déposé un mémoire le 30 mars 2004. La CDEC a réagi par une lettre ouverte à la recommandation du comité de construire le CHUM sur le site du 1000, Saint-Denis. Cette lettre, <i>Un changement de cap difficilement explicable</i>, a été publiée le 22 avril 2004 dans le quotidien <i>Le Devoir</i>.</p> <p>La CDEC poursuit son projet de développement d'un pôle en technologies de la santé. Pour ce faire, elle a convenu avec la Société de développement Angus d'une entente à l'effet de localiser ce projet de développement sur les terrains du Technopôle Angus. L'arrivée prévue du Centre de recherche de l'université de Montréal au Technopôle constitue un élément positif pour le projet.</p> <p>Rédaction et présentation d'un dossier visant à obtenir les fonds nécessaires au développement du projet pour la période 2005-2008 aux différents partenaires gouvernementaux et sectoriels. Le dossier est présentement à l'étude.</p> <p>Réalisation d'un plan de travail pour le développement éventuel d'un pool d'investisseurs.</p> <p>Présentation des grandes lignes du projet à des partenaires financiers tels que la Banque de développement du Canada et la Banque Nationale.</p> <p style="text-align: right;">/...</p>	

Les sciences de la vie

	<p>Dépôt et présentation du mémoire intitulé <i>Les technologies de la santé, une initiative de développement économique prometteuse pour Rosemont–La Petite-Patrie et Montréal</i> à la Commission permanente du conseil de la ville de Montréal sur la mise en valeur du territoire et du patrimoine.</p> <p>Participation à plusieurs conférences et événements relatifs aux sciences de la vie dont le congrès Biomédex 2004 qui consacrait une journée aux technologies de la santé et le symposium du Réseau québécois de Télésanté portant sur les enjeux relatifs à la télésanté</p> <p>Rencontres avec différents représentants sectoriels et du milieu de la santé.</p> <p>Collaboration à l'étude <i>Profil de l'industrie</i>, commandée par l'Association de l'industrie des technologies de la santé (AITS), par la mise à disposition de la base de données maison de la CDEC qui recense 226 entreprises du secteur.</p> <p>Adhésion à BioQuébec et à la CST-SCT (Société canadienne de télésanté).</p>
--	---

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
Idem.	Mettre en place les conditions favorisant l'accès de la population, prioritairement celle de l'arrondissement, aux emplois éventuellement créés.	<p>Analyser les besoins des employeurs et de la main-d'œuvre.</p> <p>Développer des partenariats afin de contribuer à l'arrimage entre les besoins envisagés des entreprises et les offres de services en employabilité et en formation.</p>
RÉSULTATS AU 31 MARS 2005	<p>Recherche, lecture et analyse d'études, enquêtes et articles publiés sur les besoins des employeurs et de la main-d'œuvre dans le domaine des technologies de la santé.</p> <p>Identification des emplois en demande pour les personnes moyennement diplômées.</p> <p>Démarches, contacts et rencontres auprès de différents organismes spécialisés et des établissements d'enseignement afin de développer des partenariats susceptibles de favoriser l'accès aux emplois pour la main-d'œuvre de Rosemont–La Petite-Patrie : Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH) – unité d'Emploi-Québec, Pharmabio Développement, Cégep Ahuntsic, Cégep André-Laurendeau, Collège de Rosemont, Collège Maisonneuve. Ces partenaires se disent intéressés à collaborer avec la CDEC dès la mise en œuvre du projet.</p>	

L'habillement

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
<p>Aider des entreprises ciblées à développer des moyens novateurs leur permettant de faire face aux difficultés habituellement rencontrées dans ce secteur d'activités et de se développer.</p> <p>Soutenir, le cas échéant, les entreprises touchées par l'abolition des barrières tarifaires.</p>	<p>Réaliser un portrait et une analyse de besoins spécifiques des designers et y donner suite.</p> <p>Évaluer la faisabilité et la viabilité de la mise en place d'une entreprise collective.</p>	<p>Mettre à contribution notre offre de services conseils et de financement.</p>
<p>RÉSULTATS AU 31 MARS 2005</p>	<p>Un portrait des besoins des designers a été réalisé. Les besoins identifiés concernent le marketing, plus précisément l'analyse de marché et la création d'une image de marque pour chaque entreprise. On constate, de plus, que toutes les petites entreprises de design de mode veulent exporter, le marché du Québec étant petit et saturé.</p> <p>La CDEC a, au cours de l'année, étudié la possibilité de mettre en œuvre un projet d'aide à l'exportation pour les designers de mode de notre territoire. Cependant, l'analyse de la situation actuelle sur le terrain, démontre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'entreprises-designers n'est pas significatif (7 entreprises et 41 emplois); - parmi les 7 entreprises, une exporte déjà et n'a pas besoin de notre aide et une autre est en voie d'exporter. Les cinq autres sont plutôt des travailleurs autonomes (9 emplois au total) et ne sont pas prêtes, malgré leur volonté, à exporter; - plusieurs intervenants ont pour mission d'aider les entreprises à exporter, notamment le ministère du Développement économique et régional du Québec (MDER) et Exportation et Développement Canada (EDC); - La CDEC, avec ses outils et ses ressources actuelles, ne peut faire une différence significative et ne peut, étant donné le nombre des autres intervenants dans ce domaine, espérer avoir une réponse favorable de bailleurs de fonds éventuels. <p>Par contre, compte tenu de la petitesse et de la saturation du marché québécois, il est vital pour ces entreprises de se tourner vers l'exportation. Pour aider ces petites entreprises, nous pourrions :</p> <p style="text-align: right;">/...</p>	

L'habillement

- rencontrer les représentants et les responsables du MDER et de EDC pour voir avec eux les possibilités d'éliminer ou d'alléger, sans nuire aux intérêts de l'industrie en général, les contraintes de participation des petites entreprises dans les missions de prospection du marché de l'exportation;
- contacter les designers concernés pour les informer des ressources disponibles et les guider dans leurs démarches.

De plus, tout comme elle le fait pour les entreprises d'autres secteurs, la CDEC Rosemont–Petite-Patrie peut évaluer et répondre, dans la mesure du possible, aux besoins individuels des designers.

La mise en place d'une entreprise collective ne suscite pas grand intérêt auprès des designers. Par contre, certains d'entre eux pourraient être intéressés par le partage d'un espace de production pour diminuer les coûts, cela sans nécessairement passer par une forme juridique de cette activité ou de l'emplacement. Il reste éventuellement à trouver une forme viable et acceptable à tous.

L'habillement

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
<p>Contribuer à ce que les travailleurs du secteur de l'habillement se maintiennent en emploi.</p>	<p>Voir à ce que les travailleurs des entreprises de l'arrondissement profitent des programmes de soutien appelés à être mis en œuvre dans le cadre de l'abolition des barrières tarifaires.</p>	<p>Établir un état de veille sur la situation de l'industrie en général et une analyse de la situation locale.</p> <p>Agir en concertation avec des partenaires gouvernementaux, notamment Emploi-Québec, des entreprises, des syndicats, des institutions d'enseignement et l'administration municipale afin de mettre en œuvre des mesures répondant aux besoins des travailleurs.</p>
<p>RÉSULTATS AU 31 MARS 2005</p>	<p>Participation à 5 rencontres d'intervenants des CDEC intéressées par ce dossier. Tous confirment la difficulté d'obtenir des renseignements de la part des entreprises concernées par l'abolition des barrières tarifaires. Le travail des CDEC est, pour le moment, principalement orienté sur les services conseils aux designers développant des produits novateurs. Les intervenants des CDEC ont élaboré une ébauche de plan d'intervention concertée des CLE et des CDEC auprès des opératrices de machines à coudre industrielles risquant de perdre leur emploi à court terme.</p> <p>Échanges avec des représentants du ministère du Développement économique et régional, le Conseil des ressources humaines de l'industrie du vêtement et Emploi-Québec. On prévoit que les effets en termes de perte d'emplois toucheront d'abord les travailleurs affectés aux tâches de production, majoritairement des femmes immigrantes n'ayant aucune compétence reconnue par le marché du travail et ne parlant souvent ni français, ni anglais.</p>	

La culture

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
<p>Contribuer à susciter et soutenir le développement du secteur de la culture dans l'arrondissement.</p>	<p>Aider les entreprises et organismes à développer des moyens novateurs leur permettant de pallier les difficultés financières habituellement rencontrées dans ce secteur d'activités et de se développer.</p>	<p>Mettre à contribution notre offre de services conseils et de financement.</p> <p>Évaluer la faisabilité et la viabilité d'un projet de mutualisation des ressources et, le cas échéant, y donner suite.</p> <p>Mobiliser les principaux partenaires privés et publics pouvant financer des projets culturels.</p> <p>Poursuivre les travaux de concertation sur le développement culturel dans l'arrondissement, ceci en étroite collaboration avec l'Arrondissement Rosemont– La Petite-Patrie.</p>
<p>RÉSULTATS AU 31 MARS 2005</p>	<p>14 rencontres d'informations et 29 rencontres de suivi.</p> <p>Tous les promoteurs et entreprises rencontrés ont été informés des différents acteurs oeuvrant pour la consolidation du secteur culturel dans l'arrondissement.</p> <p>Centre des arts populaires du Québec (projet de création d'un lieu d'échange, de formation, de création et de développement des artistes et des artisans des arts de la scène du Québec).</p> <p>Suivi du projet et accompagnement pour une demande au FIES.</p> <p>Cinéma Beaubien (projet d'expansion)</p> <p>Suivi-conseil au plan d'affaires (pro-format) et accompagnement pour une demande au FIES.</p> <p>Commun'art : Suivi du projet et accompagnement pour une demande au FIES.</p> <p>Le projet pilote a permis aux quatre entreprises participant à ce projet de tester la mutualisation de ressources (partage des locaux notamment). L'étude de faisabilité et le plan d'action sont achevés, hormis la partie financière, ceci parce que les locaux qui pourraient abriter le projet n'ont pas encore été identifiés. Les démarches effectuées par les promoteurs dans le cadre de la réalisation de leur plan d'action ont permis d'identifier deux localisations possibles : la future maison de la culture sur le site Angus ou, dans une optique de mixité, au sein d'un projet de développement de logement social porté par le comité BRIC.</p> <p style="text-align: right;">/...</p>	

La culture

	<p>Les productions Drôle de Monde (mise à jour du plan d'affaires)</p> <p>Information sur la recherche de financement et conseils en gestion.</p> <p>Radio communautaire de l'école Saint-Marc :</p> <p>Information sur les sources de financement, accompagnement dans la recherche de financement et élaboration du projet <i>L'environnement, j'en parle</i>.</p>
--	--

Les zones d'emplois

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS	RÉSULTATS AU 31 MARS 2005
<p>Intervenir de façon spécifique dans certaines zones de l'arrondissement particulièrement propices, de manière à favoriser le développement de zones d'emplois dynamiques et diversifiées.</p>	<p>Poursuivre le soutien au développement du Technopôle Angus</p>	<p>Être à l'affût des besoins et soutenir, par nos services conseils et du financement, les entreprises actuelles ou futures du Technopôle Angus</p>	<p>La CDEC est en contact régulier avec la Société de développement Angus afin de répondre aux besoins des entreprises du Technopôle.</p> <p>La CDEC appuie financièrement quatre entreprises d'économie sociale et deux entreprises privées. De plus, une entreprise d'économie sociale en cours de relocalisation au Technopôle bénéficie de services conseils.</p>
	<p>Soutenir le développement du secteur Vieux-Rosemont.</p>	<p>Dresser un portrait de la situation actuelle et du potentiel de développement et mettre en œuvre un plan d'intervention en partenariat avec l'Arrondissement.</p> <p>Être à l'affût des besoins et mettre à contribution notre offre de services conseils et de financement.</p>	<p>L'Arrondissement a réalisé un portrait des entreprises du secteur.</p> <p>La CDEC et l'Arrondissement analyseront ensemble ce portrait en vue de déterminer des mesures susceptibles d'inciter les entreprises à s'installer dans ce secteur.</p>

Les zones d'emplois

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS	RÉSULTATS AU 31 MARS 2005
	Soutenir le développement des secteurs Marconi-Alexandra Bellechasse	À la lumière des études de potentiel réalisées par la CDEC, valider, avec l'Arrondissement, l'état de la situation et établir un plan d'intervention.	Recrutement d'une stagiaire ayant pour mandat d'évaluer l'opportunité de développer un commerce de proximité (entreprise d'économie sociale) répondant au besoin de la population dans le secteur délimité par le boul. Rosemont et les rues Saint-Laurent, Saint-Hubert et Saint-Zotique. Étude en cours.
	Soutenir le redéveloppement du secteur des ateliers municipaux Rosemont		La CDEC a accepté, à la demande du milieu, de siéger au conseil d'administration de l'organisme <i>Un toit pour tous</i> , voué au développement du site des ateliers municipaux de Rosemont. Dans ce cadre, la CDEC a contribué à la présentation d'un mémoire, à la consultation publique sur le plan d'urbanisme de l'arrondissement, à l'élaboration d'un projet de développement qui comprend logement communautaire et abordable, commerces de proximité et bureaux et entreprises d'économie sociale. Des démarches sont en cours avec l'administration municipale. La relocalisation des ateliers municipaux est en cours et se poursuivra jusqu'en août 2005.

Les zones d'emplois

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	RÉSULTATS AU 31 MARS 2005
	Autres soutiens en développement	<p>Comité BRIC (Instance de quartier Rosemont - Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation) : Participation à deux rencontres portant sur le projet de développement de l'hôpital Bellechasse.</p> <p>Comité Logement Petite-Patrie : Participation à deux rencontres relative à l'acquisition de la Maison St-Antoine</p> <p>Projet Centre des aînés de l'Asie du Sud-Est (CAASE) Première rencontre d'information avec le Groupe de ressources techniques (GRT) pour le développement d'un service alimentaire dans le cadre d'un projet de résidences pour personnes âgées porté par la communauté asiatique.</p> <p>Fonds d'entraide Participation à la mise en fonction d'en l'arrondissement d'un Fonds d'entraide (maintenant nommé Fonds d'entraide Solidarité du Nord de Montréal).</p> <p>Cette formule, permet, grâce à la participation des Caisses Desjardins de l'arrondissement, d'octroyer à des personnes dans le besoin qui ne se qualifient pas dans le cadre du crédit classique, de petits prêts sans intérêt. Les demandeurs sont référés par des organisations du milieu. La qualification des dossiers est effectuée par l'ACEF (Association coopérative d'économie familiale) qui offre de surcroît une formation budgétaire aux emprunteurs. La demande soutenue indique que le Fonds d'entraide répond à un réel besoin. Ainsi, on a jugé opportun d'y injecter une nouvelle somme le faisant passer de 22 000 \$ à 30 000 \$.</p>

Les zones d'emplois

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
Contribuer au développement des zones commerciales	Soutenir les commerçants. Soutenir l'organisation, la consolidation et le développement des artères commerciales.	Mettre à contribution notre offre de services conseils et de financement pour soutenir des projets de commerces structurants, qui répondent à un besoin, qui contribuent au développement d'un secteur, qui s'inscrivent adéquatement dans une mixité commerciale. Mandater Commercité pour réaliser des activités d'appui et de suivi à des projets de développement portés par le milieu sur les artères commerciales. Assurer, en collaboration avec l'Arrondissement, le suivi de ce mandat.
RÉSULTATS AU 31 MARS 2005	<p>La CDEC poursuit son soutien aux commerçants. Ainsi un soutien financier a été accordé pour le démarrage de trois nouvelles entreprises, dont deux au marché Jean-Talon.</p> <p>Entente de collaboration conclue avec la Société de développement commercial (SDC) de la Plaza St-Hubert pour encourager, dans le cadre d'un concours ayant eu lieu à l'automne, l'implantation d'un nouveau commerce sur cette artère. Le lauréat, Madame Edgar, inaugurera ses locaux en avril 2005.</p> <p>Participation au comité de suivi de l'entente de partenariat avec Commercité.</p> <p>Participation, avec le commissaire au développement économique de l'Arrondissement, à une enquête visant à déterminer si les commerçants et professionnels de la rue Beaubien entre De Lorimier et Saint-Michel sont favorables à la mise en place d'une Société de développement commercial. Les avis recueillis ne sont pas concluants.</p> <p>Soutien financier accordé pour la relocalisation de la Compagnie F (économie sociale) sur la Plaza Saint-Hubert.</p> <p>Conclusion d'une entente de service avec la Société de développement commercial (SDC) de la Plaza St-Hubert qui mandate la CDEC pour susciter la venue de nouveaux occupants susceptibles de créer un effet structurant pour le repositionnement de cette artère. Cette entente de service, d'une durée d'un an, couvrira l'exercice 2005-2006.</p>	

Le développement de la main-d'œuvre

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS	RÉSULTATS AU 31 MARS 2005
<p>Améliorer les conditions de vie de la population en favorisant son accès à un emploi de qualité.</p>	<p>Assurer à la population, aux entreprises et aux organismes de l'arrondissement une information et une référence appropriée, axée en priorité sur les ressources locales.</p>	<p>Répondre aux demandes d'information.</p> <p>Diffuser et afficher des offres d'emplois, de stages et de formations.</p> <p>Dispenser, sur demande, des sessions d'information.</p>	<p>Gestion de 1 028 demandes d'information relatives à la recherche d'emploi, la recherche de formation, la rédaction de C.V., l'orientation, l'accès à Internet.</p> <p>213 personnes ont été référées au CLE et aux autres ressources en employabilité de l'arrondissement.</p> <p>Une information générale sur nos services est disponible sur notre site Internet ayant été visité 13 997 fois par 11 062 visiteurs différents en cours d'année.</p> <p>Traitement de 500 offres d'emploi et diffusion dans un réseau d'organismes, d'institutions et d'entreprises, principalement situés dans le territoire.</p> <p>Tenue de deux rencontres d'information sur le marché du travail, les ressources et programmes en recherche d'emploi auprès de 45 étudiants du Collège de Rosemont.</p>

Le développement de la main-d'œuvre

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS	RÉSULTATS AU 31 MARS 2005
	<p>Susciter, initier ou appuyer le développement d'initiatives locales novatrices pouvant avoir un effet de levier dans la communauté.</p>	<p>Cogérer, avec le Centre local d'emploi, le Budget d'initiatives locales/Fonds d'initiatives locales. Apporter toute modification susceptible de bonifier le budget/fonds. Rendre l'information accessible aux organismes.</p> <p>Mettre à contribution notre offre de service.</p>	
	<p>Enveloppe 2004-2005</p> <p>La totalité de l'enveloppe 2004-2005 disponible, soit 160 549 \$ a été accordée à quatre projets. Trois des projets ont débuté le 1^{er} avril : Collectif des femmes immigrantes – <i>Mise à jour des compétences pour des femmes dans le domaine de la bureautique et l'administration</i>, Insertech Angus – <i>Projet d'insertion au milieu technologique pour des nouveaux arrivants</i> et La Maisonnée – <i>Projet de mentorat pour les membres de la communauté culturelle</i>. Le quatrième projet, réalisé par Parrainage civique, a débuté le 13 septembre 2004 et consiste en une formation socioprofessionnelle qui vise l'inclusion au travail de personnes vivant une déficience intellectuelle.</p> <p>Enveloppe 2005-2006</p> <p>Les représentants du CLE et de la CDEC au comité BIL ont déterminé la nouvelle politique du BIL 2005-2006. Le comité paritaire a par la suite tenu une rencontre avec les organismes du territoire afin de les informer des nouvelles normes d'admissibilité, des mesures établies par Emploi-Québec pour le BIL et des orientations pour 2005-2006. Les réactions tant des membres du comité que des représentants des organismes font croire que l'échange a été satisfaisant.</p> <p>Nous avons procédé à l'appel d'offres des projets, accompagné les organismes dans leur présentation, analysé les projets reçus et fait des recommandations. 8 projets, dont les budgets totalisaient 342 675 \$ ont été analysés. 5 ont été approuvés pour un montant de 220 732 \$. Les projets approuvés étaient de qualité et l'enveloppe pour cette année a été accordée dans sa totalité. Voir annexe.</p> <p>Étude de faisabilité – projet collectif au BIL</p> <p>L'entente de services entre Emploi-Québec et la CDEC a été modifiée afin de confier à la CDEC le mandat d'étudier la faisabilité d'un projet visant à définir les différents modèles d'intervention qui favorisent le mieux le processus d'insertion au marché du travail des personnes qui en sont éloignées. Ce projet de recherche vise à permettre la transférabilité des diverses expériences menées à ce jour auprès de la clientèle éloignée du marché du travail.</p> <p style="text-align: right;">/...</p>		

Le développement de la main-d'œuvre

	<p>Le travail réalisé a permis de prendre connaissance d'expériences d'organismes tels que Famille en Tête, MIRE, CLIPP, Le Perlier, de diverses entreprises d'insertion et d'Emploi-Québec aux niveaux local et régional, de faire l'analyse des rapports des FIL/BIL des années antérieures, de consulter les organismes et institutions concernés et de prendre contact avec des universitaires et professionnels qui pourraient éventuellement réaliser la recherche.</p> <p>Un rapport d'étape, favorable à la poursuite du projet, a été transmis aux représentants du Centre local d'emploi en novembre 2004. La poursuite de la démarche dépend du consentement du Centre local d'emploi.</p>
--	---

Le développement de la main-d'œuvre

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS	RÉSULTATS AU 31 MARS 2005
	<p>Susciter, initier, appuyer ou réaliser des activités novatrices visant à permettre l'arrimage entre les besoins des entreprises et ceux des chercheurs d'emplois.</p> <p>Soutenir la réalisation d'actions spécifiques répondant aux besoins des personnes sans emplois dont les personnes les plus éloignées du marché du travail.</p>	<p>Cibler les créneaux d'intervention identifiés au plan d'action.</p> <p>Mettre à contribution notre offre de service :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Information et référence • Soutien à la réalisation de projet • Aide à la recherche de financement • Concertation des ressources <p>Promouvoir la main-d'œuvre locale auprès des entreprises, notamment auprès des entreprises soutenues par la CDEC et des entreprises qui procéderaient à des embauches importantes.</p> <p>Offrir, en collaboration avec le Centre local d'emploi, le soutien nécessaire aux entreprises et organismes du territoire disposés à accueillir une clientèle visée.</p> <p>Développer et consolider des partenariats permettant de réaliser de telles activités.</p>	<p>Démarches auprès d'entreprises financées par la CDEC pour connaître leurs besoins en main-d'œuvre et maillage avec le projet de conciliation travail-études de Déclic qui permet à de jeunes adultes d'acquérir une attestation d'études professionnelles. Ce projet se déroule à l'échelle montréalaise. Dans l'arrondissement, le Cinéma Beaubien, le restaurant la Grand-mère Poule, la Corporation de développement communautaire (CDC) de Rosemont et la CDEC participent à ce projet en encadrant et en formant des stagiaires à raison de 16 heures/sem. pendant 26 semaines. Au 31 mars, 13 des 24 jeunes adultes inscrits au projet poursuivent toujours leur démarche.</p> <p>Soutien technique à Déclic pour un projet d'économie sociale et d'insertion dans le domaine de la restauration.</p> <p>Soutien technique et financier à Pro-prêt pour un projet de formation et d'insertion dans le secteur de la conciergerie.</p>

Le développement de la main-d'œuvre

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
idem	<p>Soutenir le développement d'une offre de service complète et synergique en insertion socioprofessionnelle et en formation : dépistage, référence, recrutement accompagnement et suivi de la clientèle.</p> <p>Contribuer à promouvoir cette offre de services.</p>	<p>Poursuivre la coordination de la concertation des intervenants oeuvrant en insertion socioprofessionnelle et en formation; organismes, institutions, Centre local d'emploi, notamment en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser un échange d'information. - Mettre en œuvre des partenariats pour la réalisation d'activités. <p>Œuvrer à élargir les partenariats.</p> <p>Participer aux travaux du comité aviseur du Carrefour Jeunesse Emploi.</p>
<p style="text-align: center;">RÉSULTATS AU 31 MARS 2005</p>	<p>Table insertion en emploi</p> <p>Discussion sur les pistes d'action identifiées lors de la journée de réflexion portant sur l'insertion en emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.</p> <p>Élaboration en cours du plan d'action de la Table sur la base du PALÉE 2003-2006.</p> <p>Coordination d'un comité pour la mise en œuvre de 5 formations, financées par Emploi-Québec, s'adressant au personnel des organismes en employabilité de l'arrondissement. Le travail de la CDEC a consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - organiser une cueillette des besoins de formation; - identifier les priorités réalisables; - identifier les ressources invitées à soumissionner sur les projets retenus; - réaliser une évaluation auprès des participants pour chaque projet de formation. <p>Les priorités retenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la relation d'aide - les clients démotivés - la prestation de services en milieu interculturel - stratégies de marketing auprès des employeurs - intervention en situation de menace, d'intimidation et de violence <p>Au 31 mars, les quatre premières formations ont eu lieu. Entre 10 et 15 intervenants ont participé à chacune des formations. La dernière formation se tiendra les 27 et 28 avril 2005. Un rapport final qui évaluera l'ensemble de l'opération sera soumis au directeur du CLE au mois d'avril.</p> <p style="text-align: right;">/...</p>	

Le développement de la main-d'œuvre

	<p>Comité Placement</p> <p>En collaboration avec le CLE, tenue d'une rencontre du comité afin d'établir le bilan du <i>Rendez-vous local de l'emploi</i> tenu le 24 mars dernier. Après analyse des difficultés rencontrées au plan du recrutement de main-d'œuvre et d'entreprises, le comité recommande notamment d'élargir la cible territoriale et de développer des liens plus fréquents avec les employeurs éventuels, lors d'une prochaine activité.</p> <p>Les membres du Comité Placement, essentiellement les mêmes que ceux de la Table insertion en emploi, se réuniront dorénavant lors d'embauches importantes ou lors de projets spécifiques issus de la Table insertion en emploi.</p> <p>Comité d'action en formation générale technique et professionnelle</p> <p>Quelques participants du comité se sont rencontrés en janvier et ont convenu d'une participation à la Semaine québécoise des adultes en formation de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA). En partenariat avec l'organisme Déclit et le Centre de formation aux adultes Marie-Médiatrice, participation à l'organisation d'une fête visant à souligner les mille et une façons d'apprendre à l'âge adulte. Cet événement, qui aura lieu le 8 avril 2005 comprendra une remise de certificats de reconnaissance du concours « La fierté d'apprendre 2005 ». Les groupes et organisations de l'arrondissement y ayant présenté des candidats sont invités à participer à cette célébration des adultes en formation.</p> <p>Autres</p> <p>Pour le Comité Accessibilité de Rosemont, participation à l'élaboration, à la rédaction et au lancement du <i>Portrait de l'accessibilité des ressources du quartier pour les communautés ethnoculturelles de Rosemont</i>.</p> <p>Dans le cadre de « l'opération quartier » du collège de Rosemont, tenue d'un kiosque d'information sur la CDEC et les ressources de l'arrondissement. Cet événement rejoint les étudiants, les professeurs ainsi que le personnel professionnel du collège.</p> <p>Participation au colloque <i>S'informer pour agir</i> organisé par Emploi-Québec et le Forum régional des ressources externes.</p> <p>Le Carrefour Jeunesse Emploi (CJE) a conclu des ententes de services avec 4 organismes, le Carrefour communautaire L'Entre-gens, le Centre N A Rive, La Maisonnée et le Groupe Conseil St-Denis afin de contribuer à répondre aux besoins des jeunes de l'arrondissement.</p> <p style="text-align: right;">/...</p>
--	---

Le développement de la main-d'œuvre

	<p>Trois projets ont bénéficié d'un accompagnement de la CDEC en matière de recherche d'appui, de partenaires et de financement :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le Projet Parcelles d'art, qui vise à créer une galerie d'art pour jeunes décrocheurs au Centre Marie Médiatrice. Arrimage entre le projet et l'Artothèque de Montréal, rédaction et dépôt d'un dossier pour fins de financement.- Projet de Formation en technique de son et audiovisuel pour de jeunes décrocheurs, porté par Culture Rosemont–Petite-Patrie. La CDEC fournit un soutien au plan du montage du dossier et de l'arrimage avec des partenaires.- Soutien à l'organisme Le Levier dans sa recherche de financement.
--	--

Le développement des entreprises

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
Assurer l'ensemble des services favorisant le développement de l'entrepreneurship et des entreprises.	Offrir des services d'accueil, d'information et de référence.	Répondre aux demandes d'information et, s'il y a lieu, référer aux ressources appropriées. 400 interventions prévues. Offrir des séances d'informations et cliniques ou rencontres d'orientations. 11 séances prévues.
RÉSULTATS AU 31 MARS 2005	<p>795 interventions réalisées en information et référence. 266 personnes ont été référées au programme Jeunes Promoteurs, 185 à la mesure Soutien au travail autonome et 307 à d'autres partenaires.</p> <p>15 séances d'information sur le démarrage d'entreprise donnée à la CDEC ont rejoint 198 personnes. 51 % des participants étaient âgés de 18 à 35 ans et 49 % avaient 36 ans et plus. 44 % était des femmes et 56 % des hommes.</p> <p>De plus, 9 sessions d'information données à l'externe ont permis de présenter les services offerts par la CDEC : une s'adressait aux commerçants de la Plaza St-Hubert et huit à la clientèle du SAJE. Ces sessions ont rejoint environ 180 personnes.</p> <p>Deux conférences données aux étudiants en entrepreneurship des HEC sur la CDEC et le financement.</p> <p>Information générale disponible sur le site Internet ayant été visité 13 997 fois par 11 062 visiteurs différents au cours de l'année.</p>	

Le développement des entreprises

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
	Offrir des services conseils.	<p>Offrir aux entreprises en démarrage et aux entreprises existantes des services conseils en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • analyse et diagnostic des projets d'entreprises • aide à l'élaboration du plan d'affaires • gestion et financement • aide au montage financier • suivi et accompagnement <p>100 interventions prévues.</p> <p>Participer à divers lieux de concertation en vue d'améliorer notre offre de service et de favoriser la synergie des actions des différents partenaires.</p> <p>Poursuivre notamment les travaux du comité de veille et d'intervention stratégique regroupant le ministère du développement économique et régional, Développement économique Canada, l'Arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie et le Centre local d'emploi.</p>
<p>RÉSULTATS AU 31 MARS 2005</p>	<p>323 interventions ont été effectuées dans 174 dossiers portés par 168 entreprises.</p> <p>Concernant ces 174 dossiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 73 étaient portés par des hommes, dont 44 avaient 35 ans ou moins et 8 étaient des immigrants; - 61 étaient portés par des femmes dont 36 avaient 35 ans ou moins et 7 étaient des immigrantes; - 40 étaient portés par des groupes d'entrepreneurs comprenant 56 hommes et 29 femmes; - 97 concernaient des projets de prédémarrage; - 56 projets concernaient des projets de démarrage; - 16 projets concernaient des projets d'expansion; - 5 projets concernaient des projets de consolidation. <p style="text-align: right;">/...</p>	

Le développement des entreprises

	<p>De plus, le suivi trimestriel de toutes les entreprises financées par nos fonds a nécessité 160 rencontres individuelles.</p> <p>Participation à diverses activités afin de renforcer nos maillages: Chambre de commerce et de l'industrie de l'est, Chambre de commerce métropolitaine, Activité sur l'exportation du gouvernement du Canada, Conseil des industries bioalimentaires de l'île de Montréal (CIBIM), Caisse Desjardins, Investissement Québec, Société de développement Angus, Service d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE), Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM), Banque de développement du Canada (BDC), cocktail de fin d'année du Fonds de Solidarité et Groupe Heylium.</p> <p>Participation à trois rencontres avec des conseillers aux entreprises des autres CDEC.</p> <p>Participation à un comité de travail sur le FLI, et à un comité sur l'harmonisation des fonds FLI et SOLIDE.</p> <p>Participation à deux rencontres du Comité de veille et d'intervention stratégique. Ce comité regroupe des représentants de l'Arrondissement, du Centre local d'emploi, du ministère du Développement économique et régional et de Développement économique Canada.</p> <p>Rencontre avec le Fonds de solidarité des travailleurs pour le financement de projets de deux entreprises. Obtention d'un financement de 250 000 \$ pour une entreprise en deuxième ronde de financement.</p> <p>Rencontre avec Développement économique Canada pour des projets relatifs à l'exportation de trois entreprises de l'arrondissement.</p> <p>Participation à un Colloque sur le capital de risque au Québec avec l'alliance Numériq.</p>
--	--

Le développement des entreprises

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
idem	Contribuer à ce que les entrepreneurs et entreprises bénéficient des avantages offerts par différents concours ou activités de même nature.	Soutenir, promouvoir, collaborer à l'organisation de concours ou activités de même type. Soutenir la participation des entrepreneurs ou entreprises à ces activités.
<p style="text-align: center;">RÉSULTATS AU 31 MARS 2005</p>	<p>Participation à l'organisation du Concours québécois en entrepreneurship de l'est, notamment à l'organisation du 2^e jury et du gala – Édition 2003-2004.</p> <p>21 entreprises de l'arrondissement ont déposé leur candidature. Trois entreprises soutenues par les fonds et les services conseils de la CDEC se sont distinguées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Racines Urbaines a récolté le Grand Prix toutes catégories et le Premier prix, Création d'entreprise d'économie sociale; - Éco-Réno a gagné le Second prix, volet Création d'entreprise d'économie sociale; - L'Académie Innatum a raflé le Premier prix, volet services. <p>La CDEC a organisé, en collaboration avec la Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse et la Société de développement commercial de la Plaza St-Hubert, le concours <i>Entrepreneurs en action</i>. Une quinzaine de participants ont déposé leur candidature. Les gagnants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Spaïcy - Volet culturel - Atelier Phébus - Volet entrepreneurial - Madame Edgar - Prix conjoint CDEC-SDC Plaza St-Hubert. <p>Plus de 125 personnes ont participé à la soirée de remise de prix qui a eu lieu au Petit Medley, en présence du maire de Montréal et de la mairesse d'arrondissement.</p> <p>Participation et promotion du Concours québécois en entrepreneuriat – Édition 2004-2005 (7^e année). La CDEC s'est occupé de l'accueil des dossiers, de l'organisation des différents jurys ainsi que de la répartition des dossiers.</p>	

Le développement des entreprises

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS	RÉSULTATS AU 31 MARS 2005
	Soutenir les travailleurs autonomes	<p>Participer au comité d'approbation des projets de la mesure Soutien au travail autonome.</p> <p>Voir au suivi de l'entente de service avec le SAJE pour l'application du programme.</p> <p>Mettre à contribution notre offre de service.</p> <p>Nombre prévu de personnes soutenues par la mesure: 80</p>	96 promoteurs soutenus par la mesure.
	Soutenir les jeunes promoteurs	<p>Coordonner la gestion du programme Jeunes Promoteurs.</p> <p>Voir au suivi de l'entente de service avec le SAJE pour l'application du programme.</p> <p>Mettre à contribution notre offre de service.</p> <p>Nombre prévu de jeunes promoteurs soutenus par le programme : 17</p>	<p>18 promoteurs acceptés dans le cadre du volet B, création d'une première entreprise. (16 bourses de 6 000 \$ et 2 bourses de 3 000 \$).</p> <p>5 promoteurs acceptés dans le cadre du volet C, formation de l'entrepreneur.</p>

Le développement des entreprises

	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS	RÉSULTATS AU 31 MARS 2005
	Soutenir l'entrepreneuriat féminin.	Tenir une clinique sur l'entrepreneurship à l'intention d'entrepreneures ou futures entrepreneures (entreprises traditionnelles, entreprises d'économie sociale, travailleuses autonomes).	<p>Promotion d'un forum organisé par la Cie F.</p> <p>Promotion et participation à un salon d'entrepreneurship féminin au CLD Haut-Richelieu.</p> <p>Partenariat avec la Compagnie F afin de dispenser des sessions de formation dans le cadre de leurs programmes de soutien à l'entrepreneuriat féminin. Trois formations dispensées.</p>

Le développement des entreprises

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS	RÉSULTATS AU 31 MARS 2005
	Contribuer au financement de projets structurants.	<p>Mettre à contribution les fonds locaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Fonds local d'investissement (FLI) – 4 financements prévus. • La Société locale d'investissement (SOLIDE) – 3 financements prévus. • Le Fonds de développement Emploi Montréal (FDEM) – 1 financement prévu. <p>Participer au développement de nouvelles sources de financement.</p>	<p>Le Fonds local d'investissement (FLI) a accordé cette année 7 prêts pour un montant totalisant 213 000 \$ ce qui a contribué à la création ou au maintien de 38 emplois. L'investissement total généré dans l'arrondissement est de plus de 871 000 \$.</p> <p>La Société locale d'investissement pour le développement de l'emploi (SOLIDE) a accordé un prêt de 45 000 \$ à une entreprise pour maintenir 7 emplois.</p> <p>Deux entreprises ont été financées par le Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM) pour un montant total de 115 000 \$. Cela a permis le maintien ou la création de 15 emplois et des investissements totaux de 240 000 \$ dans l'arrondissement.</p>

Le développement de l'économie sociale

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS	RÉSULTATS AU 31 MARS 2005
<p>Soutenir le développement et la consolidation de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat collectif.</p>	<p>Promouvoir l'entrepreneuriat collectif et fournir l'information nécessaire aux promoteurs de projets d'entrepreneuriat collectif.</p> <p>Favoriser le développement de projets d'entreprises ayant un effet structurant.</p>	<p>En partenariat avec le Regroupement québécois des coopératives de travail (RQCT) et la Coopérative de développement régional (CDR) Montréal-Laval, offrir des séances d'information.</p> <p>Mettre à contribution notre offre de service.</p> <p>Mettre à contribution notre offre de service y inclus le financement d'études de faisabilité et le soutien à la recherche de financement.</p>	<p>52 rencontres d'informations individuelles avec des promoteurs, dont 14 ont été référés au RQCT) et à la CDR Montréal-Laval.</p> <p>27 réponses à des demandes d'information par téléphone d'une durée de plus de 15 minutes.</p> <p>67 rencontres avec des promoteurs relatives à une demande de financement au FIES.</p> <p>Rencontres de partenaires financiers (présentation des programmes de financement) : Filaction, RISQ et Chantier de l'économie sociale.</p>

Le développement de l'économie sociale

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS
<p>Soutenir le développement et la consolidation de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat collectif. (suite)</p>	<p>Contribuer à la consolidation des entreprises existantes.</p>	<p>Établir des diagnostics portant sur l'environnement de l'entreprise, la gestion des ressources humaines, le cycle de production et de ventes, la gestion.</p> <p>Dispenser des services conseils (étude de faisabilité, élaboration du plan d'affaires, recherche de financements...)</p> <p>Organiser en partenariat avec organismes et firmes spécialisées des formations répondant aux besoins des entreprises.</p> <p>Poursuivre l'établissement de processus continus de maillage entre les entreprises.</p> <p>Contribuer, en concertation avec des partenaires, CDEC, CLD, Emploi-Québec, Chantier de l'économie sociale, RISQ, à la formation adéquate des gestionnaires et des ressources humaines après avoir procédé à une identification des besoins.</p> <p>Participer à divers lieux de concertation en vue d'améliorer notre offre de service.</p>
<p>RÉSULTATS AU 31 MARS 2005</p>	<p>109 rencontres de suivi auprès d'entreprises ayant bénéficié d'un soutien du FIES.</p> <p>15 rencontres avec des partenaires afin d'appuyer 6 entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 en phase de pré-démarrage (Réseau d'investissement en économie sociale du Québec - RISQ); - 4 en phase de consolidation; - 1 en phase d'expansion. <p>Partenariat avec le Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 mentor trouvé pour 1 coopérative; - 1 administrateur proposé à un organisme à but non lucratif en recrutement pour son conseil d'administration. <p>1 séance d'information sur le plan d'affaires donnée en collaboration avec le Regroupement québécois pour la coopération du travail (RQCT).</p> <p style="text-align: right;">/...</p>	

Le développement de l'économie sociale

	<p>Organisation, en partenariat avec le Centre St-Pierre, du dernier cercle d'apprentissage collectif pour la saison septembre 2003-juin 2004. Un bilan des activités sera réalisé avant de poursuivre ces activités de maillage en 2004-2005. Au 31 mars, le choix d'une stratégie de réseautage n'est pas encore arrêté.</p> <p>Projet de développement d'une offre de services de seconde ligne :</p> <p>En collaboration avec le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et les CDEC de Montréal, financement et suivi d'une étude de faisabilité. Participation à 6 rencontres de suivi relatives aux travaux du consultant.</p> <p>Formations :</p> <p>Participation, en partenariat avec la CDEST et Emploi-Québec, à l'élaboration d'une formation en développement de marchés pour les gestionnaires de 4 à 6 entreprises d'économie sociale de l'arrondissement.</p> <p>Élaboration en partenariat avec Emploi-Québec d'une formation pour les gestionnaires d'entreprises d'économie sociale. 10 participants</p> <p>Organisation en partenariat avec les CDEC de Montréal et le Chantier de l'économie sociale d'une formation en finance pour les gestionnaires d'entreprises d'économie sociale.</p> <p>Concertations :</p> <p>Participation avec le Chantier de l'économie sociale, le RISQ et de nombreux autres partenaires à l'organisation d'une foire régionale de l'économie sociale qui se tiendra à Montréal à l'automne 2005. La CDEC s'implique plus particulièrement au comité de recherche de financement. Participation à 5 rencontres du comité.</p> <p>Participation avec le Chantier de l'économie sociale, le RISQ et de nombreux autres partenaires à un Comité de réflexion sur la promotion de l'économie sociale à l'échelle provinciale (séminaire annuel de deux jours).</p> <p>Participation à 2 rencontres du Chantier d'action partenariale (CAP), financement des entreprises d'économie sociale.</p> <p>Participation à 4 rencontres des conseillers en économie sociale des CDEC de Montréal.</p> <p>Participation à 3 rencontres du Comité d'économie sociale de l'île de Montréal.</p>
--	---

Le développement de l'économie sociale

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	MOYENS	
	Contribuer au financement de projets structurants.	Mettre à contribution de Fonds d'investissement en économie sociale et les autres fonds locaux. Investissements prévus : 278 295 \$ dans 6 entreprises en prédémarrage, 6 entreprises en démarrage et 8 entreprises en consolidation. Étudier la possibilité de créer un nouveau fonds local.	
<p>RÉSULTATS AU 31 MARS 2005</p>	<p>Accompagnement de deux entreprises dans le cadre d'une demande au Fond local d'investissement. Une entreprise en consolidation financée pour un montant de 50 000 \$</p> <p>Subventions salariales-économie sociale / Centre local d'emploi (CLE) regroupement du Sud-Ouest :</p> <ul style="list-style-type: none"> - examen de 8 demandes pour la création de 11 postes. Étant donné le budget alloué par le CLE, 5 demandes ont été retenues pour la création de 5 postes et les recommandations ont été acheminées au CLE. - examen de 4 demandes de renouvellement pour une seconde année. <p>Tenue de 8 rencontres du comité FIES ayant permis d'investir un montant total de 370 020 \$ (enveloppe 2004-2005 : 362 020 \$ + 8 000 \$ résiduel enveloppe 2003-2004) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 26 projets financés dont 1 concerne 2 activités de formation en partenariat avec Emploi-Québec pour les gestionnaires d'entreprises d'économie sociale. - dans 21 entreprises, 16 (76 %) en consolidation/expansion et 5 (24 %) en création. - Nombre total d'emplois : 318 <p>Fonds local de proximité :</p> <p>La CDEC a initié la mise en place d'un Comité de réflexion sur le développement de financements locaux de proximité dans le cadre de l'Inter-CDEC. Deux rencontres ont été tenues. Le CLD du Bas-Richelieu y a participé.</p> <p>Réalisation du projet franco-québécois ÉPIS (échange de pratiques et d'initiatives solidaires), en partenariat avec le Centre financier aux entreprises Desjardins et la MÉTRO (service de première ligne sur</p> <p style="text-align: right;">/...</p>		

Le développement de l'économie sociale

	<p>l'agglomération grenobloise). L'objectif principal du voyage d'échange qui s'est déroulé en octobre 2004 a été de jeter les bases d'une collaboration pour les deux prochaines années en économie sociale, notamment en matière de fonds locaux de proximité.</p> <p>La poursuite d'ÉPIS dépendra de la réponse à une demande de financement réalisée auprès du Consulat franco-québécois et du ministère des Relations internationales du Québec.</p>
--	---

La concertation

La concertation est un mode d'intervention privilégié par la CDEC. Elle permet de susciter des consensus sur des enjeux prioritaires et de mobiliser les partenaires dans la réalisation de projets favorisant l'amélioration des conditions de vie et de la qualité de vie de la population de l'arrondissement. Les membres de la CDEC, outre leurs rencontres statutaires en collèges électoraux et en assemblée générale, ont l'occasion de participer à ce travail concerté au sein de diverses instances et comités de travail.

Conseil d'administration :

En plus des sept rencontres des représentants des différents collèges électoraux au conseil d'administration, des rencontres d'un comité de travail mis sur pied par celui-ci ont été tenues afin de préparer le Plan d'action local pour l'économie et l'emploi 2003-2006. Un document préliminaire, adopté au conseil du 21 juin a été soumis à la consultation auprès des membres de la CDEC en septembre. Le document bonifié à la suite des commentaires reçus a été adopté par l'assemblée générale le 13 octobre 2004.

15^e anniversaire :

Les membres et partenaires de la CDEC ont été conviés à un spectacle pour marquer les 15 années de la CDEC, les 15 années d'action collective concertée pour le développement économique de l'arrondissement. 400 personnes étaient présentes à cette soirée festive tenue le 29 mars 2005.

La CDEC coordonne les instances suivantes :

Conseil d'administration SOLIDE/Comité de gestion du FLI
Comité de gestion du Fonds d'investissement en économie sociale
Comité d'investissement FLI- Jeunes promoteurs
Comité d'action en formation générale, professionnelle et technique
Table sur l'insertion en emploi - Comité placement
Réseau des entreprises d'économie sociale de Rosemont-Petite-Patrie

- Conjointement avec le Centre local d'emploi
Comité de gestion du Budget d'initiatives locales (BIL) Fonds d'initiatives locales (FIL)

La concertation

La CDEC participe aux instances suivantes :

Regroupement des CDEC du Québec
Les CDEC de Montréal et ses comités de travail
Comité Accessibilité de Rosemont
Comité de suivi de l'entente CLD-FDEM
Comité de suivi de l'entente CLD-Commercé
Conseil d'administration du Fonds de développement de l'emploi de Montréal (FDEM)
Conseil d'administration Carrefour de lutte au décrochage scolaire
Conseil d'administration Regroupement québécois pour la coopération du travail (RQCT)
Conseil d'administration Collège communautaire de Montréal
Conseil d'administration de la Corporation de développement communautaire (CDC) de Rosemont
Conseil d'administration du Cinéma Beaubien
Conseil d'établissement du Centre ÉMICA
Comité aviseur de la Chaire sur les inégalités de santé et les approches communautaires (UdeM)
Comité aviseur du Carrefour jeunesse emploi Rosemont–Petite-Patrie
Comité de l'Arrondissement sur le 100^e anniversaire de Rosemont–Petite-Patrie
Comité des Lève-tôt Petite-Patrie - Groupe de travail sur la pauvreté dans La Petite-Patrie
Comité de veille stratégique et d'intervention
Chantier d'action partenariale (CAP) financement des entreprises
Fonds d'entraide Solidarité du Nord de Montréal (nouveau nom du Fonds d'entraide)
Groupe de travail sur l'industrie de la mode et de l'habillement
Instance de quartier Rosemont - Comité BRIC (Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation)
Tables des Centres à la petite enfance de Rosemont et de Petite-Patrie
Tables logement/aménagement de Rosemont et de La Petite-Patrie
Un toit pour tous